



BURUNDI

La « justice » populaire au Burundi

Complicité des autorités et impunité

HUMAN
RIGHTS
WATCH



I. RÉSUMÉ





Habitants de la commune de Cibitoke (Bujumbura) qui ont été victimes d'un vol à main armée. À Cibitoke, où les lynchages sont fréquents, plusieurs victimes de vols à main armée ont déclaré à Human Rights Watch et à l'APRODH qu'elles estimaient que tuer des voleurs était quelque chose d'acceptable puisque la police n'assurait pas une sécurité suffisante.

LA « JUSTICE » POPULAIRE AU BURUNDI

Photos par Martina Bacigalupo

« Si un voleur vole, on n'a pas besoin d'un procès. Il est tué sur place. »

C.I., COMMUNE DE BUTAGANZWA, PROVINCE DE RUYIGI,
7 JUILLET 2009.

Simon Ruberankiko a été brûlé vif par ses voisins le 1er août 2009. Ruberankiko, un homme séropositif de 54 ans, malade au point de ne plus pouvoir cultiver ses propres champs, était sorti furtivement de chez lui la nuit pour voler de la nourriture dans les champs d'un voisin. Furieux qu'il ait volé un régime de bananes, des habitants de la localité l'ont attrapé, battu et recouvert d'herbe sèche à laquelle ils ont mis le feu. Quelques jours auparavant, un autre voleur présumé avait été brûlé vif à quelques kilomètres de là. Personne n'a été arrêté pour aucun des deux meurtres.

Le meurtre de Simon Ruberankiko a eu lieu sur une colline¹ rurale de Muyinga, l'une des provinces du Burundi où la « justice populaire »² est la plus courante. À la mi-2009, en l'espace de quatre mois, au moins neuf personnes ont été tuées dans des circonstances similaires à Muyinga, et une dixième a failli subir le même sort, faisant de Muyinga l'une des provinces les plus dangereuses du Burundi pour les personnes accusées de méfaits.

Dans un premier temps, la police a fait montre de quelques velléités d'enquêter sur le meurtre de Ruberankiko mais elle a rapidement renoncé en l'absence de toute assistance des administratifs à la base (responsables de l'administration locale) qui lui donnaient l'impression de protéger les meneurs du groupe de lyncheurs. La plupart des agressions liées à la « justice » populaire —dont au moins 74 meurtres sur l'ensemble du pays en 2009 et au moins 59 cas où les victimes ont été blessées—n'ont donné lieu à aucune enquête policière.

Ces personnes ont subi la vindicte populaire pour divers délits présumés, notamment pour adultère, vol simple (commis sans violence ou autres circonstances aggravantes), vol à main armée, viol et meurtre. Lorsque les chercheurs de Human Rights Watch et l'Association pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues (APRODH) ont demandé aux habitants—dont certains ont révélé d'eux-mêmes qu'ils avaient participé aux meurtres—d'expliquer pourquoi ces personnes soupçonnées de délits étaient si fréquemment tuées plutôt que d'être remises à la police, les réponses étaient presque toujours identiques. Les gens ont déclaré qu'ils n'avaient plus confiance dans les forces de police ni dans le système judiciaire qui sont paralysés par la corruption, l'incompétence et un manque de moyens. Le même commentaire revenait souvent : « Lorsque nous appréhendons des voleurs et les remettons à la police, ils sont libérés deux ou trois jours plus tard. Alors nous avons décidé de nous charger nous-mêmes de la justice. »





La dépouille d'Éric Niyonzima attend d'être réclamée par sa famille à la morgue de l'hôpital Roi Khaled de Bujumbura. Soupçonné de vol, il a été soumis au « supplice du collier », une forme horrible de mise à mort publique qui consiste à placer un pneu autour du cou de la victime et à y mettre le feu.



Claude Nahimana montre les cicatrices qu'il porte sur le corps après avoir été sauvagement passé à tabac par une foule de chauffeurs de taxi-moto qui le soupçonnaient d'avoir volé une moto. Il a confié à Human Rights Watch : « *Je n'en serais jamais sorti vivant si la police n'avait pas été là.* »

Le fait que la justice populaire fasse si rarement l'objet d'une enquête, et encore plus rarement d'un châtement, montre une acceptation implicite de cette pratique par les autorités de l'État. Aux termes du droit international, l'État est tenu de garantir la sécurité de tous ses citoyens, y compris de ceux qui sont soupçonnés de délits. Mais certains responsables, en particulier au niveau local, participent eux-mêmes aux actes de justice populaire. D'autres ferment les yeux. Mal formés, débordés et sous-équipés, les policiers se mettent dans bien des cas en défaut d'ouvrir des enquêtes. Parfois, ils expriment ouvertement leur soutien à ceux qui sont prêts à se charger de rendre justice eux-mêmes : un chef de poste de la police à

Mutaho, dans la province de Gitega, a déclaré à Human Rights Watch et à l'APRODH que toute personne qui attrapait quelqu'un en flagrant délit de vol la nuit pouvait légitimement tuer le voleur.

Les meurtres de présumés criminels décrits dans le présent rapport ont lieu dans le contexte d'un pays émergent d'un conflit et rongé par une effroyable pauvreté. La guerre civile de 1993-2009 a détruit les infrastructures et affaibli les institutions publiques, ainsi que la confiance envers l'administration publique. Elle laisse derrière elle un appareil judiciaire en proie aux difficultés et des forces de police qui ont dû être reconstruites en repartant de zéro.

Les Burundais espéraient que les élections démocratiques de 2005 et la fin de la plupart des combats en 2006 déboucheraient sur une meilleure sécurité, une justice impartiale et un niveau de vie plus élevé. Même si le sentiment de sécurité de la majeure partie des Burundais s'est

légèrement amélioré, le Burundi continue d'être confronté à une combinaison explosive de facteurs, à savoir la pauvreté, l'absence de forces de police efficaces, la circulation de dizaines de milliers d'armes légères, ainsi que l'insuffisance de perspectives économiques et éducatives, en particulier pour les milliers de jeunes ex-combattants que la guerre a laissés dans son sillage. Ces facteurs empêchent tout recul des différents types de criminalité, du vol simple au meurtre.

Aucune statistique fiable sur la justice populaire au Burundi n'existait avant 2008, moment où la mission des Nations Unies au Burundi—qui avait prêté attention au problème et ouvert des enquêtes sur certains cas dès son arrivée dans le pays en 2004—a commencé à rassembler systématiquement des données sur ce type de meurtres et de passages à tabac. En dépit du manque de données, la plupart des observateurs burundais ont toutefois laissé entendre à Human Rights Watch et à l'APRODH que la justice populaire était rare avant la guerre civile qui a touché le pays de 1993 à 2009 et que le phénomène est apparu et a pris de l'ampleur pendant la guerre et après celle-ci. La guerre a rendu la population insensible à la violence, ont-ils expliqué. Parce que la fin de la guerre n'a pas débouché rapidement sur l'instauration de l'État de droit, et parce que le système judiciaire demeure corrompu et miné par un manque de moyens, les Burundais victimes de délits ne s'attendent ni à une protection de la police, ni à une justice dispensée par les tribunaux, et ils préfèrent souvent recourir à la force pour se protéger. Dans ce contexte, la justice populaire est devenue une pratique courante dans la plupart des régions du pays.

Le Président Pierre Nkurunziza a dénoncé la justice populaire, mais les prises de position contradictoires exprimées par les hautes autorités burundaises atténuent la force de son message. La population garde encore clairement en mémoire les encouragements manifestes à la justice populaire de l'ex-président Domitien Ndayizeye, au pouvoir de 2003 à 2005. Au sein de l'administration actuelle, le porte-parole de la police nationale, Pierre Channel Ntarabaganyi, a fait l'éloge des actions de foule entreprises par la population pour protéger la sécurité publique, et certains chefs de la police locale et administratifs à la base ont adopté un discours similaire. Ces déclarations et actions de responsables sont parfois le reflet des efforts qu'ils déploient pour se poser en « durs qui répriment la criminalité » et renforcer ainsi le soutien de la population à leur égard ; dans d'autres cas, elles reflètent le sentiment apparemment sincère qu'en l'absence de solutions efficaces venant d'en haut pour réprimer la criminalité, « les voleurs méritent la mort ».

Le présent rapport démontre que la justice populaire et la réponse qu'y apporte le gouvernement constituent des violations des droits humains principalement à deux niveaux. Tout d'abord, les responsables de l'État jouent un rôle direct dans certains meurtres et passages à tabac ; ils y contribuent directement, par exemple en mettant sur pied des « comités de

sécurité » non formés, autorisés à opérer en marge de la loi ; ou ils demeurent sans réaction, laissant les lynchages avoir lieu. Ensuite, dans presque chaque cas analysé par Human Rights Watch et l'APRODH, les enquêtes de la police et de l'appareil judiciaire sur des actes de justice populaire se sont avérées insuffisantes ou n'ont jamais vu le jour.

Aux termes du droit burundais et du droit international, les victimes d'infractions ont droit à la justice, notamment à l'ouverture d'enquêtes par le gouvernement, tandis que les auteurs présumés d'infractions ont droit au respect des droits de la défense et à un procès équitable. Dans bon nombre de cas, le Burundi ne garantit aucun de ces droits. Lorsque des présumés délinquants sont assassinés, leurs familles se voient privées de justice car les responsables ne sont pas poursuivis, ce qui crée un cycle de violence et d'impunité. Dans les cas analysés dans le présent rapport, l'État a soit encouragé, soit fermé les yeux, soit omis d'enquêter sur les meurtres de présumés malfaiteurs.

Les facteurs qui contribuent à la justice populaire, en particulier ceux liés au fonctionnement de la police et du système judiciaire, soulèvent également de sérieuses inquiétudes sur le plan des droits humains. Le gouvernement burundais a pris des mesures insuffisantes visant à créer des forces de police et un appareil judiciaire capables de commencer à regagner la confiance de la population. Certaines réformes sont en cours, et le Burundi a sollicité avec succès le soutien considérable de bailleurs de fonds afin d'améliorer et de moderniser ces deux institutions, mais une mauvaise utilisation de l'aide apportée ainsi que la corruption diminuent l'efficacité du soutien des bailleurs.

Human Rights Watch et l'APRODH recommandent au gouvernement de mettre un terme à l'impunité pour les auteurs de lynchages, lesquels devraient répondre de leurs actes à l'instar d'autres responsables de crimes graves plutôt que de voir leurs actes justifiés et excusés. Avec l'appui d'organisations nationales et internationales, le gouvernement devrait également entreprendre une vaste campagne d'éducation populaire visant à la fois à mieux faire comprendre au public le système de justice pénale et à décourager la justice populaire. Les bailleurs de fonds devraient examiner le soutien qu'ils apportent à la police et au secteur judiciaire et prendre des mesures pour s'assurer que la corruption et la mauvaise gestion n'empêchent pas les ressources d'arriver jusqu'à la population burundaise et d'améliorer la sécurité publique.

¹ Au Burundi, la *colline* est la plus petite unité administrative, comptant environ 10 000 habitants.

² Le terme « justice populaire » est utilisé au Burundi pour désigner les violences exercées par une foule sur un criminel ou supposé tel. Les termes « lynchage » et « vindicte populaire » sont également utilisés pour qualifier ces mêmes actes.

HISTOIRES DE VICTIMES

LÉOCADIE IRANKUNDA

Léocadie Irankunda, mère de trois enfants—et enceinte d'un quatrième—pratique l'agriculture de subsistance à Buraza, dans la province de Gitega. Le 21 juillet 2009, elle a hébergé pour la nuit Cyprien Habonimana, un homme de la colline où elle avait grandi avant de se marier. Cette nuit-là, la maison d'un des voisins d'Irankunda a été cambriolée.

Habonimana a été soupçonné d'avoir commis ce cambriolage. Il a été pris devant un bar du coin et les habitants ont commencé à le frapper avec des gourdins. Un habitant a déclaré qu'environ 2 000 personnes étaient arrivées et avaient soit participé, soit assisté au passage à tabac.

Pendant que Habonimana était passé à tabac, d'autres habitants, dont un membre élu du conseil de colline (aussi nommé à la fonction de *mushingantahe*), se sont rendus chez Irankunda, qu'ils soupçonnaient de complicité dans le vol. Ils ont enfermé son époux dans la maison, où il a déclaré avoir été gardé « comme un prisonnier », tandis qu'Irankunda était « arrêtée ».

Des membres de la foule ont frappé Irankunda à la tête avec une machette et avec des pierres, ils ont entaillé son vagin avec un couteau et ont mis le feu à sa main droite. Elle a fini par perdre connaissance.

Un responsable communal est finalement arrivé, a pu contacter la police et mettre fin à l'agression mais ce faisant, il a lui-même reçu des coups. Il a emmené Irankunda et Habonimana à l'hôpital, où Habonimana est décédé le lendemain des suites de ses blessures, provoquées entre autres par des coups de gourdin et des brûlures.

Irankunda a passé environ six semaines à l'hôpital. Elle continue à ressentir des douleurs et souffre également de problèmes de mémoire; selon son époux, il lui arrive de s'égarer dans les champs. Irankunda a porté plainte contre ses agresseurs, mais elle attend toujours que justice lui soit rendue.

Voir page 32.



Léocadie Irankunda et son mari.

« J'ai vu mon fils se faire tuer. Je ne pouvais rien faire d'autre que pleurer. Personne ne pouvait rien faire. »

LA MÈRE DE JEAN BUKURU

JEAN BUKURU

Le 10 septembre 2009, un groupe de Batwa rentrait à Giheta aux alentours de 5h30 du matin après une réunion de famille qui avait eu lieu dans une commune voisine. L'un d'eux a décrit les événements qui ont suivi :

Nous revenions de la fête [lorsque] les gens de Bihororo, armés de machettes, nous ont tendu une embuscade à la rivière. Nous avons eu peur et sommes partis en courant. Ils étaient une trentaine au départ et nous aussi nous étions une trentaine, en comptant les femmes et les enfants. Les gens nous ont pourchassés et nous ont interceptés. Plein d'autres personnes les ont rejoints et nous ne pouvions plus nous enfuir. Ils ont commencé à nous tabasser. C'était presque tout le village qui était là. Des vols avaient lieu depuis plusieurs jours et ils nous soupçonnaient. [...] Ils nous ont ligotés et battus. [...] Quelqu'un de notre groupe a été tué. Il était arrivé le dernier et a vu que les autres avaient déjà été roués de coups. Il a demandé pourquoi et ils ont commencé à le battre aussi. Il s'est enfui et ils l'ont pourchassé. Lorsqu'ils l'ont ramené 20 minutes plus tard, c'était presque un cadavre. [...] J'ai des maux de tête maintenant et je ne peux rien porter sur la tête.

L'homme qui a été tué avait 18 ans et s'appelait Jean Bukuru. Parmi les victimes des passages à tabac figuraient un garçon de 12 ans et une fille de 17 ans. La mère de Bukuru, elle aussi passée à tabac, l'a regardé mourir sous ses yeux ; elle a confié à Human Rights Watch et à l'APRODH : « J'ai vu mon fils se faire tuer. Je ne pouvais rien faire d'autre que pleurer. Personne ne pouvait rien faire. »

Voir page 74.



La mère de Jean Bukuru.



Donatien Manirazika a été passé à tabac par une foule en présence de responsables locaux. Derrière lui se trouvent son épouse et son jeune enfant.

« Le commissaire de la police provinciale est arrivé avec l'officier de police judiciaire. Je ne voyais pas très bien parce que j'avais reçu une pierre dans l'œil mais j'entendais les gens qui disaient, 'Si nous ne le tuons pas maintenant, il va porter plainte contre nous ou chercher à se venger.' Quelqu'un, je ne sais pas qui, a jeté une grosse pierre. J'ai perdu connaissance et je me suis réveillé à l'hôpital. »

DONATIEN MANIRAKIZA

DONATIEN MANIRAKIZA

Le 5 septembre 2009, une attaque à main armée a eu lieu à la colline Muhindo, dans la commune de Gisuru, en province de Ruyigi. Le lendemain matin, des habitants de la localité se sont retrouvés face à deux policiers qui n'étaient pas en service et qui ont été soupçonnés du vol. Les habitants ont désarmé les policiers et ont commencé à les passer à tabac, les traînant en direction de la brigade de police de Gisuru. La foule se faisant plus dense, les coups sont devenus de plus en plus violents.

Des policiers ont entendu les coups de feu tirés en l'air par un planton de la commune qui espérait faire cesser les violences, et ils sont arrivés de la brigade voisine avec d'autres responsables. Au lieu d'aider les deux victimes à l'agonie, les responsables ont envoyé le véhicule communal à la recherche d'autres suspects. Selon un témoin de la scène, *« les deux policiers étaient en train d'agoniser et personne n'a essayé de les emmener à l'hôpital. »* Le chef de poste de Gisuru a commencé à interroger les victimes agonisantes devant la foule en colère, retournant de temps en temps sur le bord de la route pour voir si le véhicule revenait. Lorsque le véhicule est enfin arrivé, les deux hommes étaient déjà morts.

Dans le véhicule se trouvaient Donatien Manirakiza, ex-combattant FNL, et Bigirimana, un commerçant, qui avaient apparemment été dénoncés tous les deux par les victimes mourantes. Manirakiza a dit qu'il avait été arrêté et ligoté, les bras derrière le dos et une corde autour du cou.

Selon Manirakiza:

J'ai vu les deux corps par terre et une foule de policiers, de soldats et de civils...

Le chef de poste et le chef militaire ont commencé à m'interroger. Ils ont demandé si je connaissais les deux victimes et m'ont montré leurs badges. J'ai dit que j'en connaissais une parce qu'elle avait travaillé à une position près de chez moi. Pendant qu'ils me posaient des questions, d'autres personnes ne cessaient de me frapper avec des bâtons et de me lancer des pierres... J'entendais les gens qui disaient, « Si nous ne le tuons pas maintenant, il va porter plainte contre nous ou chercher à se venger. » Quelqu'un, je ne sais pas qui, a jeté une grosse pierre. J'ai perdu connaissance et je me suis réveillé à l'hôpital.

Après les meurtres des deux policiers et l'agression de Manirakiza, le porte-parole de la police nationale, Pierre Channel Ntarabaganyi a *« remercié la population pour s'être impliquée dans l'assainissement de la paix et de la sécurité »*.

Voir page 60.



Les parents de Cayega devant la tombe sans nom de leur fils.

*« C'était le seul enfant qui me restait.
J'en avais cinq. Tous les autres sont
morts quand ils étaient petits. »*

LA MÈRE DE CAYEGA



La mère de Jean-Marie Ndireguheka dit qu'il ne lui reste plus rien maintenant que son fils a été tué.

CAYEGA ET JEAN-MARIE NDIREGUHEKA

La nuit du 11 mai, un vélo a été volé dans une remise appartenant à Véronique Nyandwi, sur la colline de Rusange, proche du centre de Kinyinya. Craignant d'être accusée de complicité de vol, Nyandwi a envoyé quelqu'un alerter le chef de colline à Muvumu, juste de l'autre côté de la route. Ce soir-là, un « comité de sécurité », que les habitants ont décrit comme étant composé « *de jeunes hommes forts* » est parti à la recherche des voleurs pour récupérer le vélo.

Le groupe de jeunes a identifié deux suspects, deux jeunes répondant aux noms de Cayega et de Jean-Marie Ndireguheka. Selon la mère de Cayega, « *ils sont venus la nuit et ont menacé de brûler notre maison si nous ne disions pas où était Cayega. [...] Ils étaient nombreux. La parcelle était remplie de jeunes, et certains étaient ivres* ».

Le comité de sécurité des jeunes et d'autres habitants, dont au moins un responsable, un *nyumbakumi*, semblent avoir essayé

d'obtenir des aveux des deux hommes et d'établir où le vélo était caché. Le groupe les a emmenés dans un petit bois juste de l'autre côté de la route. Là, les passages à tabac se sont poursuivis jusqu'à ce que les deux hommes meurent. Leurs corps ont été jetés dans un trou creusé dans le sol et recouverts de terre.

Des mois plus tard, en dépit des promesses des autorités administratives selon lesquelles elles prendraient des dispositions pour que la Croix-Rouge exhume les corps afin de permettre un enterrement digne, ils se trouvaient toujours dans la fosse commune. La mère de Cayega, montrant la fosse commune, a noté tristement : « *C'était le seul enfant qui me restait. J'en avais cinq. Tous les autres sont morts quand ils étaient petits.* »

Des responsables administratifs ont tenté d'étouffer l'affaire et ont attendu une semaine avant de prévenir la police. Celle-ci, pour sa part, a omis de mener une enquête approfondie.

Voir page 77.



Le père d'Emmanuel Ngenzebuhuro répare des parapluies pour gagner sa vie. Il dit qu'il aurait remboursé ce que son fils avait volé.

« Mon neveu m’a suggéré de porter l’affaire à Ruyigi—mais j’ai peur que si je donne suite au dossier, ces gens viennent m’éliminer. »

LE PÈRE DE EMMANUEL NGENZEBUHORO

EMMANUEL NGENZEBUHORO

Emmanuel Ngenzebuhoro, un travailleur domestique de 19 ans, rendait visite à son père à Butaganzwa, dans la province de Ruyigi, lorsqu’il a été attrapé par une foule de gens qui le soupçonnaient d’avoir volé 60 kilos de haricots. Ngenzebuhoro a été battu à mort ; son corps a été jeté dans la rivière et n’a jamais été repêché.

Un soldat qui avait tenté d’arrêter le passage à tabac a fait une déposition à la police, débouchant sur cinq arrestations. Mais les suspects ont été libérés sans être inculpés trois jours plus tard. Le père de Ngenzebuhoro a déclaré à Human Rights Watch : *« Je ne sais pas pourquoi ils ont été libérés ; ils ont probablement soudoyé la police. La police n’a pas expliqué pourquoi elle les avait libérés. »* Le soldat qui avait témoigné a été muté à un autre poste peu de temps après, et aucune autorité n’a pris la peine de le localiser. Le père de Ngenzebuhoro a dit avec amertume : *« Mon neveu m’a suggéré de porter l’affaire à Ruyigi—mais j’ai peur que si je donne suite au dossier, ces gens viennent m’éliminer. »*

Voir page 92.



La clairière où Audifax Ndayizeye a été brûlé vif par des voisins.

« Quand je suis allé voir ce qui s'était passé, des chiens étaient déjà en train de manger le corps de mon frère. »

LE FRÈRE DE AUDIFAX NDAYIZEYE



L'épouse d'Audifax Ndayizeye avec une photo de son mari.

AUDIFAX NDAYIZEYE

Des entretiens avec les proches des victimes illustrent la difficulté à porter plainte. Audifax Ndayizeye a été tué à Buterere (Bujumbura Mairie), en septembre 2009. Combattant FNL démobilisé, il était soupçonné des fréquents vols commis dans son quartier. Après qu'un voisin eut été tué au cours d'un vol à main armée le 17 septembre, les habitants ont allégué que Ndayizeye était responsable. Quatre voisins se sont rendus chez lui le lendemain, l'ont ligoté, battu à mort dans une clairière voisine et ont mis le feu à son cadavre. La police et les autorités locales ont laissé le corps calciné exposé pendant un jour entier. Un frère de la victime qui vit de l'autre côté de la ville a expliqué que lorsqu'il était arrivé le lendemain pour établir ce qui s'était passé, « *des chiens étaient déjà en train de manger le corps.* »

L'épouse de Ndayizeye a signalé qu'après le meurtre, elle continuait à être harcelée et menacée par des voisins. Elle a expliqué : « *Ils pensent que j'ai des choses que mon mari a volées.* » Même si elle connaissait le nom des personnes qui avaient « arrêté » son mari, pris l'initiative du passage à tabac et acheté l'essence pour brûler son corps, elle avait peur de les dénoncer à la police. Alors que plusieurs policiers étaient arrivés pendant le passage à tabac, la police n'a ouvert aucune enquête indépendante.

Voir page 90.



La mère, l'épouse et l'enfant de Gratien Masabarakiza.

« J'aurais été prête à planter plus de pommes de terre la saison prochaine pour en rendre à la victime du vol. Mais ils ne peuvent pas me rendre mon fils. »

LA MÈRE DE GRATIEN MASABARAKIZA

GRATIEN MASABARAKIZA

Un membre du conseil de colline aurait figuré parmi les responsables du meurtre de Gratien Masabarakiza, un présumé voleur de pommes de terre, survenu dans la commune de Ruyigi en août 2009. Selon deux témoins, un voisin a remarqué le 24 août que des pommes de terre avaient été volées dans ses champs la nuit antérieure. Lui et d'autres hommes ont formé un groupe pour enquêter. Le lendemain, quatre hommes, dont un membre du conseil de colline, se sont rendus chez Masabarakiza, où ils ont procédé à une perquisition illégale. Masabarakiza s'est enfui pendant qu'ils fouillaient sa maison. Ils l'ont poursuivi sur le versant d'une colline et dans une vallée, ralliant la population, jusqu'à ce qu'une foule énorme se forme et tue Masabarakiza. Trois hommes ont été arrêtés et inculpés de meurtre, et bien qu'ils aient été remis en liberté provisoire, le dossier reste ouvert. Cependant, en février 2010, le membre du conseil de colline n'avait toujours pas été arrêté ni inculpé.

L'épouse de Masabarikiza a déclaré que les accusés avaient payé pour être relâchés et qu'à leur libération, ils s'étaient vantés d'avoir tué son mari. La mère de Masabarikiza a déclaré : « J'aurais été prête à planter plus de pommes de terre la saison prochaine pour en rendre à la victime du vol. Mais ils ne peuvent pas me rendre mon fils. »

Voir page 66.

II. RECOMMANDATIONS

AU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET À LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI

- Déclarer clairement et publiquement que les actes de justice populaire sont illégaux et seront poursuivis dans le cadre de la pleine application de la loi, débouchant sur l'ouverture sans délai d'enquêtes approfondies et impartiales et sur l'arrestation des auteurs, en particulier des « meneurs ».
- Délivrer un ordre à l'intention de tous les policiers leur enjoignant de respecter le droit de tous les présumés criminels à ce que leur dossier fasse l'objet d'une enquête approfondie.
- Adresser une déclaration aux administratifs à la base les avertissant que la police contrôlera le rôle qu'ils jouent dans les cas de justice populaire et qu'elle arrêtera ceux qui sont complices d'actes de justice populaire ou cherchent à les couvrir.
- Punir ou poursuivre comme il convient tous les policiers, indépendamment de leur grade, qui se mettent en défaut de prendre toutes les mesures possibles et appropriées pour protéger de la vindicte populaire les personnes soupçonnées d'infractions.
- Intensifier la présence de la police et améliorer l'efficacité avec laquelle elle répond à la criminalité dans des zones où la justice populaire est plus répandue, en particulier dans les régions rurales ou mal desservies du Burundi.
- Renforcer la police de proximité et la connaissance des communautés par les policiers en réduisant la fréquence des transferts de policiers d'une localité à l'autre.
- Veiller à ce que les policiers soient suffisamment rémunérés pour leur travail, à ce qu'ils aient les outils et moyens nécessaires pour assurer un maintien de l'ordre efficace et à ce que la présence de la police sur terrain fasse l'objet d'un contrôle permanent.
- Contrôler l'utilisation des véhicules et du matériel de communication de la police afin de s'assurer qu'ils servent à des fonctions de maintien de l'ordre et non à un usage personnel ou autre usage abusif. Marquer les véhicules de police afin que toute mauvaise utilisation puisse être identifiée facilement.
- Utiliser l'Inspection générale du Ministère de la Sécurité publique, la Brigade Anti-corruption de la police, ainsi que les informations émanant des organisations non gouvernementales (ONG), pour identifier les policiers soupçonnés de corruption, en particulier de solliciter des pots-de-vin en échange de la libération de personnes placées en garde à vue. Mener des enquêtes approfondies sur ces policiers. Ceux qui sont impliqués devraient faire l'objet de sanctions disciplinaires appropriées, entre autres d'un licenciement, et ceux qui sont accusés de corruption devraient être poursuivis devant la Cour Anti-corruption.

AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET AU PARQUET GÉNÉRAL

- Adresser une déclaration aux responsables locaux et de la police les informant que toutes les accusations crédibles d'infractions devraient donner lieu sans délai à des enquêtes approfondies et impartiales, qu'une plainte ait été déposée ou pas, et que tous les suspects ont droit à des procédures équitables dans le système de justice pénale.
- Ouvrir des enquêtes sur les actes de justice populaire et engager des poursuites à l'encontre des auteurs présumés, y compris dans les cas où la police n'ouvre pas d'enquête.
- Engager les poursuites appropriées à l'encontre des policiers et fonctionnaires de l'administration qui sont complices d'actes de justice populaire ou cherchent à les couvrir.
- Travailler en collaboration avec les responsables de l'administration pour planifier et mener à bien une campagne de sensibilisation du public visant à réduire le nombre d'actes de justice populaire en informant le public des procédures pénales, du rôle des victimes et des témoins dans la progression des enquêtes, ainsi que des droits de la défense.
- Utiliser l'Inspection de la Justice et la Brigade Anti-corruption de la police pour enquêter sur les magistrats soupçonnés de corruption, entre autres de solliciter des pots-de-vin en échange de la libération de suspects présumés. Engager les poursuites appropriées à l'encontre de ces magistrats devant la Cour Anti-corruption.
- Contrôler l'utilisation des véhicules du Ministère de la Justice et du Parquet pour s'assurer qu'ils sont employés pour les besoins de la justice et non pour un usage personnel ou autre usage abusif.
- Utiliser les visites de terrain effectuées par des membres de la Cour Suprême pour encadrer les cours et tribunaux de province en tant que mécanisme servant à souligner la responsabilité qui incombe aux magistrats de réprimer les actes de justice populaire.

AU CONSEIL DES MINISTRES ET AU PARLEMENT

- Mettre sur pied une commission composée de responsables de la justice, de la police et de l'administration, chargée d'élaborer une stratégie nationale de réaction face à la justice populaire. Ladite stratégie devrait inclure des campagnes de sensibilisation du public, des stratégies pour assurer l'application des lois pertinentes, des mécanismes permettant d'améliorer la collaboration et la communication entre la police et le personnel judiciaire, ainsi que des réformes juridiques pertinentes.
- S'assurer que le projet de loi réformant le Code de Procédure pénale apporte des clarifications quant à la responsabilité de la police d'enquêter sur les infractions.

À L'ADMINISTRATION LOCALE (À SAVOIR LES ADMINISTRATEURS COMMUNAUX, LES CHEFS DE ZONE OU DE SECTEUR, LES CHEFS DE COLLINE OU DE QUARTIER, LES *NYUMBAKUMIS* ET LES CONSEILLERS LOCAUX) ET AUX *BASHINGANTAHE*

- Ne pas agresser ou infliger d'autres mauvais traitements aux personnes soupçonnées d'infractions.
- Prendre toutes les mesures nécessaires pour décourager et prévenir la justice populaire.
- Aider les responsables de la police et de l'appareil judiciaire dans le cadre des enquêtes sur les actes de justice populaire.
- Travailler en étroite collaboration avec la police pour mettre sur pied des systèmes opérants pour s'attaquer à la criminalité, en particulier dans les zones rurales où les mécanismes de maintien de l'ordre et de justice sont insuffisants.
- Travailler en conjonction avec les autorités judiciaires pour sensibiliser le public au sujet des procédures pénales.
- Aider, dans la mesure du possible, les habitants de la circonscription à avoir accès au système judiciaire, par exemple en fournissant un transport aux victimes et aux témoins de délits jusqu'aux bureaux de police communaux et provinciaux et jusqu'aux tribunaux.

AU BUREAU INTÉGRÉ DES NATIONS UNIES AU BURUNDI (BINUB) ET AUX AGENCES DE L'ONU AU BURUNDI, À SAVOIR LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH) ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)

- Identifier les régions les plus affectées par la justice populaire et cibler les responsables de la police et de la justice dans ces régions pour leur offrir une formation et une assistance afin d'améliorer la sécurité publique et l'administration de la justice.
- Contribuer aux efforts déployés par les organisations non gouvernementales burundaises et internationales et les médias burundais pour mener des campagnes de sensibilisation dénonçant la justice populaire.
- Recourir à des conseillers de police du BINUB pour apprendre aux policiers burundais à réagir comme il convient aux actes de justice populaire. Veiller à ce que les formations dispensées aux policiers comprennent des volets portant sur l'obligation de la police d'enquêter sur tous les délits graves, qu'une plainte ait ou non été déposée, et sur l'obligation d'accorder aux criminels présumés qui sont victimes de violences les mêmes protections qu'à tous les autres citoyens.
- Améliorer le contrôle de l'utilisation de tous les fonds ou autres ressources (notamment les véhicules et le matériel de communication) mis à la disposition de la Police Nationale du Burundi afin de s'assurer que ces moyens sont utilisés de manière appropriée et non à des fins personnelles. Conditionner de nouvelles fournitures d'équipement à la mise en place de mécanismes de contrôle efficaces.
- Contrôler les activités des institutions qui ont le pouvoir d'enquêter sur la corruption, à savoir le Parquet Anti-corruption, la Cour Anti-corruption, l'Inspection générale du Ministère de la Sécurité publique et l'Inspection de la Justice, afin de s'assurer que les fonds et ressources fournis à ces institutions sont gérés correctement et débouchent sur des résultats.
- Accélérer la création d'un numéro de téléphone d'urgence (« ligne verte ») comme cela a été proposé, qui permettrait aux habitants d'appeler gratuitement la police.

AUX BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX DE LA POLICE ET DU SECTEUR JUDICIAIRE DU BURUNDI, DONT LES PAYS-BAS, LA BELGIQUE, LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI, LA SUÈDE ET L'UNION EUROPÉENNE

- Fournir un soutien ciblé sur le plan de la logistique, du logement et des ressources destinés aux policiers travaillant en milieu rural et dans les zones urbaines périphériques où la justice populaire est fréquente. S'assurer que tous les fonds et autres moyens offerts à la police parviennent à ces zones rurales et périphériques.
- Améliorer le contrôle de l'utilisation de tous les fonds ou autres ressources (notamment les véhicules et le matériel de communication) mis à la disposition de la Police Nationale du Burundi afin de s'assurer que ces moyens sont utilisés de manière appropriée et non à des fins personnelles. Conditionner de nouvelles fournitures d'équipement à la mise en place de mécanismes de contrôle efficaces.
- S'assurer que le soutien apporté à la police et au secteur judiciaire comprend un important volet consacré au renforcement et à la garantie d'indépendance de l'Inspection générale du Ministère de la Sécurité publique et de l'Inspection de la Justice.
- Appuyer le travail que réalisent les organisations non gouvernementales opérant au Burundi sur la corruption, le contrôle budgétaire et la transparence dans l'utilisation des fonds fournis par les bailleurs à l'intention des forces de police et du gouvernement du Burundi à tous les niveaux.
- Veiller à ce que les formations dispensées aux policiers comprennent des volets portant sur l'obligation de la police d'enquêter sur toutes les infractions graves, qu'une plainte ait ou non été déposée, et sur l'obligation d'accorder aux criminels présumés qui sont victimes de violences les mêmes protections qu'à toutes les autres personnes.



APRODH
Rohero II
113, Boulevard de l'Indépendance
BP 3335 Bujumbura
Burundi
www.aprodh.org

HUMAN RIGHTS WATCH
350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
www.hrw.org

H U M A N
R I G H T S
W A T C H

La « justice » populaire au Burundi

Complicité des autorités et impunité

En 2009, au moins 75 Burundais ont été tués par des foules en colère qui les soupçonnaient d'avoir commis des infractions, allant du simple larcin au meurtre.

Ces morts par lynchage ont rarement donné lieu à des enquêtes, équivalant à une acceptation implicite de la justice populaire par les autorités de l'État. Des agents de l'État ont été impliqués dans certaines affaires de meurtre et de passage à tabac ; ils y ont contribué directement, par exemple en mettant sur pied des « comités de sécurité » non formés, autorisés à opérer en marge de la loi ; ou ils y ont assisté sans rien faire et ont permis que ces actes de justice populaire se produisent.

Lorsque les chercheurs de Human Rights Watch et de l'Association pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues (APRODH) ont demandé aux habitants pourquoi ils se chargeaient si souvent de rendre justice eux-mêmes, ils ont répondu qu'ils avaient perdu toute confiance dans des forces de police et un système judiciaire rongés par la corruption, l'incompétence et un manque de moyens.

En ce qui concerne les malfaiteurs présumés, l'État burundais s'est mis en défaut de remplir l'obligation qui lui incombe aux termes du droit international d'assurer la protection de tous ses citoyens. Bien que le Président Pierre Nkurunziza ait dénoncé la justice populaire, des messages en demi-teinte, émanant entre autres de responsables de la police qui ont tenté de justifier cette pratique, sont venus amoindrir la force de son message.

Human Rights Watch et l'APRODH appellent le gouvernement à mettre un terme à l'impunité dont jouissent les auteurs d'actes de justice populaire, qui devraient être tenus de rendre des comptes à l'instar d'autres responsables d'infractions graves. Le gouvernement devrait entreprendre une vaste campagne d'éducation populaire visant à mieux faire comprendre au public le système de justice pénale et à décourager les actes de justice populaire. Enfin, il devrait remédier aux déficiences de la police et du système judiciaire qui incitent à la perpétration de ces meurtres.

Léocadie Irankunda a été battue jusqu'à perdre connaissance par une foule en colère qui l'accusait de vol et parmi laquelle se trouvait un responsable local. Elle montre les cicatrices qu'elle présente à la tête et la blouse déchirée qu'elle portait au moment de l'agression. La foule a tué son présumé complice, Cyprien Habonimana.

Photos © 2009 Martina Bacigalupo

